

entraid^o

ÉDITION **GIRONDE**

JANVIER 2019

**ENJEU
UN PARTENARIAT
EXEMPLAIRE
ENTRE CUMA**

**GROUPEMENT
D'EMPLOYEURS
ADAPTÉ
À LA DIVERSITÉ
DES BESOINS**



En cuma,
**soigner
la mécanique
humaine**

**APPUI
ADMINISTRATIF
POUR SOULAGER
LES RESPONSABLES
DE CUMA**

**AG DE LA FDCUMA
GIRONDE**

le 19 février 2019
au lycée agricole de
Libourne-Montagne








Le légume est notre culture

PRODUCTIONS CONVENTIONNELLES ET BIOLOGIQUES
TRAÇABILITÉ - DIVERSIFICATION
QUALITÉ - SUIVI

51 chemin de Souillès - 47300 BIAS
 Tél. 05 53 70 22 00 • Fax. 05 53 36 79 13 • contact@groupe-uniproledi.fr
 www.groupe-uniproledi.fr



Expérimenter Innover

Conseiller Accompagner

Promouvoir Valoriser

Animer

Former

Rapprocher agriculteurs et consommateurs

Dynamiser

Tout un monde de conseil !

Défendre

Représenter



aGRICULTURES & TERRITOIRES
 CHAMBRE D'AGRICULTURE GIRONDE

Siège social :
 17 crs Xavier Arnozan
 CS 71305
 33082 BORDEAUX CEDEX
 Tél. 05 56 79 64 00
 accueil@
 gironde.chambagri.fr

www.gironde.chambre-agriculture.fr

Service Vigne et Vin
 39 rue Michel Montaigne
 CS 20115
 33295 BLANQUEFORT CEDEX
 Tél. 05 56 35 00 00
 vigne-vin@
 gironde.chambagri.fr

N°1 du chauffage au bois de 2 kW à 6x330 kW

Chaudières à bois

HARGASSNER 
 France SUD-OUEST



7 ANS GARANTIE

Visite de chaufferie sur simple demande

Tél. 0 678 176 817
 aurelien.metifet@hargassner-france.com
www.hargassner.fr

GRANULÉS | BÛCHES | BOIS DÉCHIQUETÉ

ÉDITO

Rolland Grenouilleau,
président de la Fdcuma de Gironde.



Depuis trois ans, quinze cuma de Gironde ont engagé une dynamique de diagnostic, de réflexions et de projets en impliquant la majorité de leurs adhérents dans une démarche DiNA. Les premiers résultats sont là. La stratégie a réussi. Les conseils d'administration sont alimentés par des plans d'actions en phase avec les demandes des adhérents. Des responsables sont renouvelés. Ce sont des cuma qui se remettent en mouvement. La persévérance des coopérateurs a permis de contenir les difficultés d'aujourd'hui, de construire ensemble les contours de meilleurs lendemains.

Nous démarrons cette nouvelle année avec l'obligation de consolider notre équipe départementale pour respecter nos engagements départementaux et poursuivre le déploiement du soutien administratif aux cuma.

Merci aux annonceurs présents dans ce numéro spécial pour leur soutien. Ces partenaires comptent pour notre réseau. Une bonne année 2019 pour nous tous. ■

Bernard Artigue,
président de la Chambre
départementale d'agriculture de Gironde.



Les Chambres d'agriculture ont toujours su trouver dans les cuma un interlocuteur privilégié pour donner aux agriculteurs les moyens de répondre aux nouveaux enjeux et à l'évolution des pratiques. A ce titre, la Chambre d'agriculture de la Gironde, qui est engagée dans l'accompagnement des viticulteurs vers le zéro herbicide, a signé en novembre 2018 une convention tripartite avec la Fdcuma de la Gironde et le Conseil départemental. En effet, il nous paraît plus que jamais indispensable d'accompagner la mécanisation partagée avec les cuma pour apporter des solutions et lever les freins de disponibilité de main d'œuvre et de matériel. ■

Bernard Castagnet,
vice-président du Conseil départemental
de Gironde.



© Gironde Le Clézio

Le Département de la Gironde a souhaité accompagner la filière viticole avec un programme spécifique et encourager ainsi l'abandon de l'utilisation des herbicides en initiant de manière volontariste le dispositif « zéro herbicide » dès début 2017. Les entreprises et les structures collectives de type coopérative et cuma peuvent souscrire à cet accompagnement.

Un contrat départemental d'agriculture durable triennal est proposé aux viticulteurs désireux de s'engager. Ce contrat est établi à partir d'un diagnostic, pris en charge à 80% dans la limite de 1 000 € de subvention. Le plan d'actions issu du diagnostic fait l'objet d'un accompagnement, tant pour des investissements immobiliers et matériels, que pour les dépenses immatérielles induites suite à l'engagement « zéro herbicide ». Une bonification d'aide est également apportée aux jeunes agriculteurs, aux viticulteurs qui s'engagent dans l'agriculture biologique, ainsi qu'aux non utilisateurs de produits phytosanitaires classés cancérigène, mutagène ou reprotoxique. ■

SOMMAIRE

Pratique

- 05 | l'appui administratif pour soulager les responsables de cuma

Rencontre

- 06 | le groupement d'employeurs, une forme d'emploi adaptée à la diversité des besoins

Rencontre

- 08 | le DiNA cuma, un soutien efficace

Enjeu

- 12 | deux cuma concrétisent un partenariat exemplaire

Technique

- 14 | «comme l'éléphant bleu»: une station de lavage pour les pulvés

Pratique

- 15 | phytosanitaires: trouver l'équilibre

Pratique

- 17 | une convention «zéro herbicide» pour les viticulteurs

Fédératif

- 18 | deux fédérations aux moyens regroupés

entraid'

Revue éditée par la SCIC Entraid', SA au capital de 45 280 €. RCS : B333352888. Siège social 73, rue St-Briéuc, CS56520, 35065 Rennes cx. (0299546312) Siège administratif (0562191888) PDG et Directeur de la publication L. Vermeulen Directeur général délégué J. Monteil Directeur de la rédaction P. Criado - p.criado@entraid.com Directeur commercial et marketing G. Moro (0777661050) - g.moro@entraid.com Responsable marketing M. Fabre - m.fabre@entraid.com Chef d'édition Elise Poudevigne - e.poudevigne@entraid.com Ont participé à la rédaction de ce numéro: Marc-Antoine Beauvineau, Elise Poudevigne, Claude-Hélène Yvard Studio de fabrication D. Bucheron, I. Mayer, M.J. Milan, C. Tresin, M. Masson (0562191888) - studio.toulouse@entraid.com Promotion-Abonnement F. Cescato (0607225729), J. Bramardi (0562191888). Principaux actionnaires: Frcuma Ouest, Association des salariés, Fncuma, autres Frcuma et Fdcuma, Association des lecteurs. Impression Capitouls, 31130 Balma - Provenance papier: France - Fibres vierges: 100%, certifiées FSC® Mix - Empreinte carbone: 784kg CO₂/t. Abonnement 1 an: 62,50 € - Tarif au N°: 8€ Toute reproduction interdite sans autorisation et mention d'origine. www.entraid.com





« Zéro herbicide »

Le Département de la Gironde accompagne la filière viticole et encourage l'abandon de l'utilisation des herbicides. A l'heure où l'Union européenne a autorisé la vente du glyphosate pour 5 nouvelles années, **le Département de la Gironde a fait le pari d'une viticulture plus responsable en initiant de manière volontariste le dispositif zéro herbicide dès début 2017.**

Les entreprises individuelles ou les coopératives peuvent souscrire à cet accompagnement.

Un contrat départemental d'agriculture durable triennal est proposé aux viticulteurs désireux de s'engager.

Ce contrat est établi à partir d'un diagnostic, pris en charge à 80% dans la limite de 1 000 € de subvention. Le plan d'action issu du diagnostic fait l'objet d'un accompagnement financier.

Une aide existe aussi pour les jeunes agriculteurs et viticulteurs engagés dans **l'agriculture biologique, ou non utilisateurs de produits phytosanitaires classés cancérigène, mutagène et reprotoxique.**

Pour plus d'information, contactez le Département : dgat-dcdt@gironde.fr ou M. Beauté au **05 56 99 68 36**



CHAMBON AGRI-VITI TECHNI SERVICE

LIBOURNE (33) Rue de Verdet Tél. : 05.57.55.50.00
PAULLAC (33) ZA de Trompeloup Tél. : 05.56.73.54.60
PREIGNAC (33) RD 1113 Tél. : 05.56.63.27.40

SOUSSAC (33) 5 Le Bourg Tél. : 05.56.61.31.52
BERSON (33) 5 Morisset Tél. : 05.57.42.05.13

BERGERAC (24) Route d'Agen Tél. : 05.53.57.08.30
SAINTE BAZEILLE (47) RD 813 Tél. : 05.53.94.46.06

N'hésitez pas à nous contacter !

CHAMBON AGRI-VITI TECHNI SERVICE *Votre partenaire*
www.chambon-sa.fr info@chambon-sa.fr

TERRAVI AGRI-VITI TECHNI SERVICE

BEAUTIRAN (33) ZA Calens 05.56.67.30.39	BERGERAC (24) Route d'Agen 05.53.58.43.11	MONESTIER (24) Couture 05.53.58.44.15	RIBERAC (24) ZA La Borie - Villetoureix 05.53.91.93.80
--	--	--	---

NOUVELLE GAMME V/N/F et G.

Nouvelle Cabine Classe 4 - Nouvelle Motorisation Nouvelle Hydraulique

LIBOURNE (33) Rue de Verdet 05.57.55.50.00	BERSON (33) 5 Morisset 05.57.42.05.13	PAULLAC (33) ZA de Trompeloup 05.56.73.54.60	STE BAZEILLE (47) RD 813 05.53.20.62.01
---	--	---	--

N'hésitez pas à nous contacter !
www.terravi.fr - info@terravi.fr

Construisez votre bâtiment agricole à moindre coût avec ENGIE Ineo

Grâce aux hangars photovoltaïques

Usages multiples
 Surface au sol : + 600 m²
 Aucun poteaux intermédiaires

Contact :
 Ineo Aquitaine
 05.58.91.18.21
frederic.benoit@engie.com

engie-ineo.fr

L'appui administratif pour soulager les responsables de cuma

Et si déléguer la gestion administrative était une bonne option pour soulager les responsables du groupe ou encore faciliter les prises de responsabilité? Président et trésorier de cuma apportent leur éclairage.

Par Claude-Hélène Yvard

Il n'est pas une réunion de cuma qui n'aborde la question du travail que ce soit dans le cadre collectif ou au sein de l'exploitation. Certains se disent débordés, saturés par l'administratif, avoir une rémunération trop faible par rapport à leur engagement... Et si faire appel à un soutien administratif était une solution pour soulager les responsables ou encore faciliter la prise de responsabilité du groupe? C'est l'option retenue par deux responsables de cuma, Jean-Marc Huget, président de la cuma de Beageas, et Roland Grenouilleau, trésorier de la cuma des Grands Cèdres.

UNE CONVENTION D'UN AN

La cuma de Beageas, créée dans les années 80, compte une vingtaine d'adhérents et le cœur de l'activité reste le travail du sol. « Avec un nombre d'adhérents en diminution, les responsabilités reposent de plus en plus sur quelques responsables. C'est la fédération départementale qui a proposé ce type de service. Nous l'avons mis en place dès le début 2018 avec deux prestations: le soutien administratif pour un tarif horaire à 30 euros et la saisie comptable pour un tarif à 42 euros », explique Jean-Marc Huget. La coopérative a passé une convention d'un an avec la fédération qui formalise les engagements de chacun. « Nous n'avons pas tout à fait un an de recul mais les effets sont positifs et nous allons reconduire la convention en 2019. Notre chiffre d'affaires avoisine les 150 000 euros. Malheureusement, certains adhérents doivent des sommes conséquentes de l'ordre de 10 000 euros ou 20 000 euros. Certains sont en grande difficulté. Nous le savons mais ces situations gé-



nèrent des tensions au sein du groupe. Il n'est pas toujours facile d'aller réclamer de l'argent à son voisin. La salariée de la fédération qui intervient en appui administratif, assure un meilleur suivi des facturations en établissant les courriers de relance. En cas d'impayés conséquents, elle joue un rôle d'intermédiaire qui peut s'avérer essentiel en évitant par exemple, que le litige se termine devant les tribunaux avec des coûts de procédures importants », explique Jean-Marc Huget.

POUR FACILITER LA PRISE DE RESPONSABILITÉ

Roland Grenouilleau l'a également mis en place pour la cuma des Grands Cèdres dans le courant 2017. « Nous avons une cuma qui compte vingt adhérents pour un chiffre d'affaires de 220 000 euros avec 62 matériels facturés aux adhérents avec une comptabilité analytique. Sur chaque machine, il y a une part qui est facturée en charge fixe et l'autre, en part variable. Le travail

administratif est important au niveau du suivi. Le but recherché était de soulager les responsables de la cuma car cela devient une vraie PME à gérer. »

Roland Grenouilleau va lui aussi renouveler l'expérience, malgré des difficultés de mise en route inhérents à l'absence de personnel. Il indique qu'il envisage de mutualiser ce service avec les deux autres coopératives avec lesquelles il travaille déjà: la cuma Coop Vignes pour l'activité viticole et la cuma de Monségur.

Président de la fédération départementale des cuma de Gironde, Roland Grenouilleau veut développer ce service et ainsi pérenniser l'emploi. « Les demandes vont dans ce sens. Tout le monde a de plus en plus de travail sur les exploitations et chacun veut essayer de déléguer cette gestion administrative au maximum. Au sein du Bureau, nous pensons que cet appui peut favoriser la prise de responsabilité au sein des conseils d'administration. » ■

Jean-Marc Huget, président de la cuma de Beageas, et deux adhérents. Ils ont décidé de reconduire la convention pour ce service.

Le groupement d'emploi une forme d'emploi adap

Pour tous les exploitants qui ne peuvent pas recruter un salarié à plein temps, le groupement d'employeurs apparaît être une bonne option. Exemple du groupement de Courbiac, présidé par Lionel Philip, qui intervient sur trois cuma.

Par Claude-Hélène Yvard

Pour qu'un groupement d'employeurs fonctionne, il faut que les adhérents cultivent un climat de confiance et de transparence» estime Lionel Philip, à la tête du groupement de Courbiac.

Créée à l'origine pour permettre l'embauche d'un salarié en temps partagé sur deux exploitations, la structure a considérablement évolué pour atteindre aujourd'hui six personnes dont une assure la gestion administrative.

Première particularité, le groupement d'employeurs de Courbiac intervient chez des adhérents de trois coopératives de taille et d'activités différentes. Il s'agit des cuma de Bourlens, du Gall et de Bélieu. Les missions proposées aux salariés sont diversifiées : conduite de ma-

et revente de matériels agricoles en ayant créé une filiale.

DES MISSIONS BIEN DÉFINIES

«Malgré la diversité des tâches et des travaux à réaliser, les missions de nos salariés sont bien définies. Un salarié est affecté à la cuma du Gall pour l'activité traitement. Il gère son planning et répond aux besoins des adhérents. Un autre salarié s'occupe plus particulièrement de la moisson lorsque vient la saison, et de l'entretien du matériel. Il effectue également des missions de conduite d'engins et de taille de pruniers. Nous avons notre mécanicien pour les prestations de réparation de matériels, à la fois pour les adhérents des trois cuma et des clients extérieurs. Sur la cuma de Bélieu, le groupement intervient sur la récolte de noisettes, en plein développe-

mistes ou non sur l'activité de la SAS. La création de la filiale permet d'avoir des clients extérieurs. Bernadette intervient aussi sur l'exploitation de son conjoint.

Lionel Philip met en avant la souplesse d'un tel système. «Le principal atout, c'est que chaque salarié connaît chaque adhérent, chaque exploitation, le matériel. C'est un gain de temps considérable. Au bout de quelques mois, il connaît parfaitement le fonctionnement des machines, et cela permet d'assurer une veille plus pointue sur l'état des différents matériels.»

La grande diversité des tâches proposées au sein du groupement implique de la part des salariés une grande polyvalence, de l'autonomie, une bonne capacité d'initiatives. «Certains gèrent leurs plannings de façon autonome toujours en lien avec moi ou un autre responsable de la cuma» souligne Lionel Philipp.

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Une des principales clés du bon fonctionnement d'un groupement d'employeurs repose sur une bonne organisation. Pour ses responsables, l'autre élément important est de fidéliser le personnel. Les difficultés de recrutement sont de plus en plus prégnantes malgré les besoins en salariat agricole.

Les deux plus anciens salariés du groupement ont été embauchés dans le courant de l'année 2016, d'où l'intérêt pour ses responsables de les fidéliser. «Nous essayons de faire un effort sur les rémunérations : tous les salaires sont au-dessus du Smic



Lionel Philip, président du groupement d'employeurs de Courbiac.

“
chaque salarié connaît chaque adhérent,
chaque exploitation, chaque matériel,
c'est un gain de temps considérable”

chines, épandage, taille de pruniers, interventions mécaniques sur des matériels agricoles. Les prestations proposées aux adhérents le sont tout autant : chantiers avec ou sans matériel.

La cuma la plus importante est celle de Bourlens, qui regroupe 80 adhérents. Depuis trois ans et demi, la structure propose une activité de prestations mécaniques, réparation

ment sur le secteur» détaille Lionel Philip.

Le groupement emploie également Bernadette à temps partiel, l'équivalent d'un trois quarts temps. Une partie de ses heures consiste à assurer la gestion administrative : suivi des heures des salariés, facturation, gestion des paies du groupement, achats et commandes, encaissements et relances des clients cu-

yeurs, tée à la diversité des besoins



Le bâtiment de la cuma de Bourlens-la céréalière, où travaille notamment le salarié.

et varient entre 1 300 et 2 000 euros nets, en fonction des compétences et des missions. Nous avons un peu de turn over, que nous souhaitons limiter au maximum. Nous recherchons des personnes issues du milieu agricole ou proches de cet environnement, titulaires d'un baccalauréat professionnel agricole voire un BTS. Parmi les critères qui comptent à mes yeux, l'autonomie, le volontarisme et la ponctualité.» Ce qui inquiète le plus Lionel Philip aujourd'hui, c'est que si l'un des salariés a un gros souci de santé, surtout en période de moisson ou de semis, il n'y a pas beaucoup de marge de sécurité. «Je n'ai pratiquement pas de CV sous le coude. Avant, j'avais toujours un ou deux contacts d'avance, car les gens d'ici savent qu'il y a toujours un peu d'activité. Ce n'est plus le cas. Sincèrement, cela m'inquiète.»

Pourtant il est fermement convaincu de l'intérêt de l'utilité d'un groupement d'employeurs: «Une cuma peut faire office de groupement mais elle n'a pas le droit aux exonérations de la taxe sur les salariés occasionnels et emplois saisonniers qui vient d'être maintenue par le gouvernement, ni de CICE (compétitivité emploi) contrairement aux groupements d'employeurs. L'inconvénient, c'est d'avoir une structure en plus à gérer.» ■

LE POINT DE VUE DE DAMIEN FEDELI, SALARIÉ

«Je suis salarié du groupement d'employeurs, en CDI depuis deux ans; mais j'ai débuté par des contrats saisonniers en 2015. Ma principale mission consiste à être le chauffeur de l'automoteur d'épandage, pour les trois quarts de mon temps. J'interviens sur la récolte des tomates pendant environ un mois et demi. Je fais des compléments chez plusieurs adhérents pour des travaux du sol, des semis.»

Le temps de travail est annualisé sur la base de 35 heures par semaine. Agé de 28 ans, Damien est titulaire de trois diplômes agricoles, du brevet professionnel agricole au certificat spécialisé équivalent au BTS. Ses parents, qui ne sont pas agriculteurs, ont essayé de le dissuader de travailler dans le milieu agricole. Au départ, il s'est engagé dans la menuiserie en obtenant un CAP et n'a pas trouvé de travail à l'issue de sa formation.

«Dans mon boulot, il faut savoir un peu tout faire et toucher à tout. L'emploi partagé est plutôt un avantage pour moi car cela permet de se diversifier. On acquiert de nouvelles compétences. Ce travail évite de s'installer dans une routine que je ne supporterais sans doute pas. C'est une des raisons pour laquelle j'ai choisi ce métier. Je ne suis pas enfermé entre quatre murs. Etre à l'air libre, être aux champs, utiliser une grande diversité d'outils, cela me plaît beaucoup. C'est plus intéressant. L'inconvénient, même si je suis un passionné, c'est peut-être l'organisation des plannings. Nous alternons des périodes où l'on fait des grosses semaines de travail et d'autres où l'on en fait beaucoup moins. Les conditions météorologiques nous dictent le travail. En contrepartie, les heures supplémentaires sont payées et nous avons des périodes de récupération, en particulier en hiver et lors des fêtes de fin d'année.» ■



Damien Fedeli, salarié du groupement d'employeurs de Courbiac.

“ce travail évite de s'installer dans une routine”

Le DiNA cuma, un soutien efficace

La cuma de L'Osse à Lannes (Lot-et-Garonne) a bénéficié du dispositif d'accompagnement DiNA. Cela permet d'envisager l'avenir de la structure plus sereinement.

Par Claude-Hélène Yvard

Au printemps 2017, Arnaud Saint-Genès a pris la présidence de la cuma de L'Osse, à Lannes, qui réunit une vingtaine d'adhérents « Depuis février 2017, nous sommes accompagnés par le dispositif DiNA⁽¹⁾, qui a permis d'établir un diagnostic humain et économique de notre coopérative. C'est la fédération départementale qui nous l'a proposé. »

Ce jeune viticulteur de 30 ans a pris la suite de Bernard Simonini, qui a occupé la fonction de président pendant 22 ans. « Depuis deux ou trois ans, je voulais arrêter. On a profité du dispositif pour assurer cette transmission au sein du groupe, dans de bonnes conditions. »

La cuma de L'Osse devait aussi résoudre une seconde problématique : celle du départ à la retraite du salarié à temps plein de la cuma, embauché via le groupement d'employeurs. Ce dernier a pris sa retraite fin 2017. Un tiers de son

Bernard Simonini et Arnaud Saint-Genès, ancien et nouveau présidents de la cuma de Lanelos.



temps était occupé par la conduite de la batteuse. En période hivernale, il participait au travail de la vigne : « notamment la taille et le pliage, et il intervenait aussi chez un éleveur bio de la cuma », détaille Arnaud Saint-

59 ans, je ne voulais pas continuer à m'investir autant au terme de 20 ans de présidence. La problématique salariale était primordiale. Sans salarié, ce n'est pas possible. Aujourd'hui, nous avons trop de travail sur nos exploitations », précise Bernard Simonini.

La moissonneuse demeure l'activité principale de la coopérative. Chez la vingtaine d'adhérents, on remarque une grande diversité de cultures : colza semence, céréales, orge, blé, lentilles bio, pois chiche, méteil, bétaraves porte graines, soja, seigle, tournesol, maïs grains. Deux ou trois adhérents ont des grosses structures, mais la moyenne de la taille des exploitations se situe autour de 60 ha. La batteuse est utilisée pour 650 ha/an en moyenne.

Le dispositif a favorisé la mise en place d'une nouvelle organisation au sein du groupe. Désormais, chaque administrateur a pris la responsabilité d'un outil : une douzaine utilise la totalité du parc de matériels. Certains n'ont recours qu'à une seule machine. Arnaud Saint-Genès gère la moissonneuse batteuse mais également le planning des chantiers. ●●●

(1) DiNA cuma : dispositif national d'accompagnement des cuma.

“ ce soutien a permis une meilleure organisation et transmission ”

LE DiNA CUMA, QUELLES DÉMARCHES ?

Depuis le printemps 2015, le dispositif national d'accompagnement (DiNA cuma) remplace les prêts bonifiés. Concrètement il se compose de deux aides à destination des cuma : une aide au conseil stratégique qui doit permettre d'accompagner le développement économique, environnemental, social et la structuration de la coopérative et une aux investissements matériels (construction de hangars, bâtiments annexe). Les cuma qui souhaitent bénéficier d'une aide au conseil stratégique devront adresser une demande à la DDT(M) du siège de la cuma. ■

Genès. Pour le moment, il a été remplacé par un jeune homme titulaire d'un Bts, en contrat à durée déterminée sur un poste de chauffeur. La décision de l'embaucher éventuellement en contrat à durée indéterminée devait être prise bientôt. « Avoir un chauffeur pour la moissonneuse batteuse est indispensable pour assurer un bon entretien et suivi du matériel », précise le jeune viticulteur.

«NOS RÉFLEXIONS ONT ÉTÉ CONFORTÉES»

Le DiNA a permis de conforter les réflexions des dirigeants de la structure. « Dans la position où j'étais à

PELLENC

BORDEAUX-CHARENTES

Votre traction devient notre moteur

devient également distributeur officiel



Sur le secteur du Saint Emilionnais, de l'Entre Deux Mers, ainsi que du Médoc

Du spécialisé à la forte puissance, avec une gamme de matériels dédiés (travail du sol, fenaison, semis, chargeur,...)



Siège social :
Lieu dit Goujon
33500 Néac
Tél. 33 (0)5 57 25 42 50

1A Peyregourlit
33112 Saint Laurent Médoc
Tél. 33 (0)5 56 59 41 39

Route de Bordeaux
33420 Naujan et Postiac
Tél. 33(0)5 57 55 06 30

Courriel : contact@pellenc-bc.com

PELLENC

BORDEAUX-CHARENTES

LA PROXIMITÉ POUR VOTRE SÉRÉNITÉ



Nouveautés 2018 à découvrir:
- enjambeur 340 et sa tête de récolte
- machine à vendanger tractée Grapes' Line
- machine à vendanger Optimum 780



PELLENC

Le spécialiste de la viticulture, la viniculture, l'arboriculture et l'oléiculture



Une large gamme de pressoirs pour répondre aux exigences particulières de chaque vinificateur cage ouverte / fermée
Nouveauté : Pressoir connecté P-connect

Pera
GROUPE PELLENC



Siège social :
Lieu dit Goujon
33500 Néac
Tél. 33 (0)5 57 25 42 50

1A Peyregourlit
33112 Saint Laurent Médoc
Tél. 33 (0)5 56 59 41 39

Route de Bordeaux
33420 Naujan et Postiac
Tél. 33(0)5 57 55 06 30

14 avenue Georges Brassens
33240 Peujard
Tél. 33 (0)5 57 32 56 32

Courriel : contact@pellenc-bc.com



LA MACHINE ADAPTÉE À VOS BESOINS



ERO-GRAPELINER 5000

compacte, éprouvée, économique

ERO-GRAPELINER 7000

performance et confort au plus haut niveau



Vos contacts:

Christian Levy | Régions Est | mob.: 06.46.78.49.14 | CLevy@ero.eu

Thomas Deneu | Régions Ouest | mob.: 06.21.20.07.19 | TDeneu@ero.eu

ERO GmbH | Machines Viticoles | Am ERO-Werk | 55469 Simmern | Allemagne
tél.: +49 676194400 | fax: +49 67619440 1099 | mail@ero.eu | www.ero-viti.fr



L'ANEFA Gironde
vous accompagne
dans vos recrutements

RENDEZ-VOUS
PERSONNALISÉ
SUR VOTRE
EXPLOITATION



PROBLÉMATIQUE
DE RECRUTEMENT

DÉFINITION DU
PROJET
Le poste de travail
Les missions
La formation

MISE EN RELATION
INDIVIDUELLE OU
COLLECTIVE

ANEFA Gironde - 69 Avenue Kennedy - 33700 Mérignac
05 56 52 84 09 - gironde@anefa.org - www.gironde.anefa.org

Votre concessionnaire

GEM
LES SOLUTIONS MANUTENTION



Nos agences : VILLENAVE D'ORNON • LANGON • AGEN
05 56 63 06 23 • info@gem-manutention.com • www.gem-manutention.com

J'AI UN TRUC! GAGNEZ 50€

VOUS AVEZ IMAGINÉ UN ÉQUIPEMENT ASTUCIEUX
AMÉLIORÉ UN MATÉRIEL ?

ENVOYEZ-NOUS : TEXTE EXPLICATIF - PHOTOS OU VIDÉO

SI VOTRE ASTUCE EST PUBLIÉE DANS ENTRAID',
VOUS RECEVREZ UNE PRIME DE 50 EUROS

PASCAL BORDEAU • ENTRAID' • 2133 route de Chauvigny - 86550 Mignaloux - Beauvoir
Tél. 05 49 44 74 92 • Courriel: pbordeau@entraid.com

•••

Dans l'exemple de la cuma de L'Osse, le dispositif a débuté par une journée organisée par la fédération départementale, animée par une salariée en présence de 80 % des adhérents. C'était en février 2017. Le DiNA a permis de conforter certaines réflexions menées par les administrateurs et d'assurer la transition en douceur entre l'ancien et le nouveau président, qui est devenu vice-président, poste qui n'existait pas, et de pérenniser l'embauche d'un salarié.

« Le bilan est globalement positif, car il a permis une meilleure réorganisation du groupe cuma, une meilleure répartition des tâches entre les membres du bureau. Je reste vice-président pour accompagner Arnaud pendant deux ou trois années encore », précise Bernard Simonini, l'ancien président. « Cela n'a pas tout révolutionné dans notre fonctionnement. Je suis bien accompagné. Nous sommes une petite structure où les gens s'entendent bien. Il reste certes des points à améliorer. Financièrement, le coût est indolore grâce aux aides de l'Europe », complète Arnaud Saint-Genès. Depuis plusieurs années, la cuma de L'Osse développe des partenariats avec les cumas voisines, la cuma de Fousserie spécialisée en viticulture, et la cuma de Gélize avec un atelier

«GRÂCE À CE DISPOSITIF, NOTRE STRUCTURE A TROUVÉ UN NOUVEL ÉLAN »

Olivier Gouyou, président de la cuma La Carrière à Saint-Martin-de-Villereal, témoigne de l'accompagnement de sa cuma par un DiNA.

« Nous avons entamé la démarche début 2016. La coopérative compte une petite trentaine d'adhérents, avec une large majorité d'éleveurs bovins viande ou



Le nouveau bureau de la cuma de La Carrière à Saint-Martin-de-Villereal, suite au DiNA. Au centre du groupe, Olivier Bouyou, le président.

lait. Le premier objectif était de trouver de nouveaux responsables. A l'époque, le président souhaitait arrêter pour cause de retraite, ainsi que d'autres membres du bureau, et notre coopérative s'essouffait en termes d'activité » explique Olivier Gouyou, à la tête de la cuma depuis 2017. « Personne ne voulait véritablement s'engager, il y avait de nombreuses hésitations. En étant accompagnés, nous sommes parvenus à constituer un groupe et à relancer l'activité. Aujourd'hui, au Bureau,

nous sommes six nouveaux, âgés entre 45 et 50 ans. » La deuxième réflexion a concerné les matériels. Une partie a été renouvelée avec notamment l'achat d'un nouveau tracteur. « Nous avons enregistré deux nouveaux adhérents, ce qui dans le contexte actuel est positif. » La cuma La Carrière a été accompagnée pendant plus d'un an par la fédération départementale, avec trois séances d'une demi-journée. « D'un point de vue financier, c'est une opération totalement blanche. Avec un peu de recul, je pense que si nous n'avions pas entamé cette démarche, notre cuma n'existerait peut-être plus. Nous avons maintenu les activités. Sur les relevés de travaux, on observe même un léger mieux sur les nombre d'heures. Pour les structures qui doutent ou qui veulent trouver des pistes de développement, le DiNA est une excellente chose. » ■

porte-graines betterave. « Je pense que l'avenir passe par une accentuation du travail en inter-cuma. Les achats de matériels pourraient à l'avenir concerner des adhérents de plusieurs coopératives. Car nous devons garantir à

nos adhérents un bon niveau de performances au niveau des matériels et de services. Selon moi, c'est une option intéressante à développer pour assurer la pérennité de nos structures », estime Arnaud Saint-Genès. ■

A PLUSIEURS C'EST MOINS CHER

TARIF PAR ABONNEMENT

Nombre d'abonnements	1 an	2 ans
1 à 3	66 €	128 €
4 à 9	63 €	121 €
10 à 15	56 €	107 €
+ de 15	52 €	85 €

Tarifs unitaires TTC (TVA 2,1 %) valables jusqu'au 30/04/2019

ENTRAID'

Maison de la Coopération - 2 allée Daniel Brisebois
31320 Auzeville Tolosane
Tél. 05 62 19 18 88

ABONNEZ-VOUS

entraid'

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone (obligatoire)..... E-mail

Je souhaite recevoir : la newsletter Entraid' les informations partenaires

Pour les abonnements multiples, indiquer le nom du collecteur et joindre la liste des abonnés sur feuille libre.

Règlement par chèque bancaire à l'ordre d'Entraid', à joindre à votre courrier

Virement bancaire : Crédit Mutuel FR76 1027 8022 2000 0203 3410 163

.....
N° d'agrément de la cuma

..... x = €
Nb d'abonnements souscrits Tarif d'abonnement Montant versé

.....
Signature

Deux cuma concrétisent

Les cuma de la Croix Blanche et de Bajamont à Pont-du-Casse renforcent depuis deux ans leur partenariat avec des chantiers menés en commun et des échanges de matériels.

Par Claude-Hélène Yvard

Jean-Sylvain Cherblanc et Thierry Meillier, les deux présidents de cuma.

En Agenais, les cuma de la Croix Blanche et de Bajamont à Pont-du-Casse, une cinquantaine d'adhérents chacune, ont appris à travailler ensemble. Depuis la campagne 2017, grâce aussi à une bonne entente entre les responsables des groupes, les deux structures multiplient les chantiers entraide suite à un sinistre survenu au sein de la cuma de Bajamont ; on assiste à une véritable coopération. Les deux coopératives s'échangent les matériels en fonction des chantiers.

Le contexte général des difficultés de l'élevage et les nombreuses cessations laitières enregistrées sur le secteur ont des incidences non négligeables sur les activités des deux cuma. Le pressage enregistre une forte baisse. « *Lorsqu'un adhérent ne produit plus de lait, c'est environ entre 500 et 600 bottes de foin en moins sur*



la moissonneuse-batteuse et le pressage. *« Nous possédons deux presses. L'une a onze ans. Avant, lorsque l'une était amortie, on la conservait et nous faisons le choix de renouveler la plus ancienne. Compte-tenu du contexte et des aspects économiques, nous n'avons pas programmé l'achat de nouveaux matériels, surtout que l'un d'entre nous*

deux presses, et en échange, elle nous prête un tracteur atelé en permanence à la presse » précise Thierry Meillier. Les responsables s'entendent parfaitement, mais la question de l'organisation des travaux se pose inévitablement. « *Le planning se gère à deux au téléphone, au jour le jour en fonction des besoins des adhérents. Pour l'instant, on parvient à satisfaire tout le monde. Cela a plutôt bien fonctionné au cours de la campagne 2018* » indique Jean-Sylvain Cherblanc. Mikaël du Bois de Maquillé, pluractif, assume le rôle de chauffeur. « *Le fait désormais d'avoir le tracteur toujours atelé nous apporte un gain de temps considérable* » souligne-t-il. En fin d'année 2018, les responsables ont fait le choix d'opter pour un prix unique, c'est-à-dire un coût à la botte, et de diviser les frais par le nombre d'hectares des adhérents des deux structures. « *Lorsque c'est moi qui assure la prestation, c'est du 'clef en main' pour l'adhérent* » ajoute Mikaël. Deux autres types de prestations sont proposées : tracteur + round baler sans chauffeur et le round baler sans tracteur. Au niveau de la comptabilité, le coût salarial est dissocié.

“ On ne peut plus réfléchir à une acquisition de nouveaux matériels sans la prise en compte de ce que possède l'autre cuma ”

une année » indique Thierry Meillier, le président de la cuma de la Croix blanche depuis 2001. « *Avant que nos deux structures s'associent, nous enregistrons péniblement un peu plus de 2 000 bottes. En 2017, ce chiffre a été divisé par deux. Nous ne sommes plus que trois adhérents à faire du pressage, dont moi qui suis éleveur de bovins viande avec une centaine de têtes.* »

Cette mise en commun de machines, qui a débuté par une entraide, a permis de maintenir les deux activités de la cuma, celle liée à

fait valoir ses droits à la retraite l'année prochaine » ajoute Thierry Meillier. La même inquiétude est perceptible au sein de la cuma de Bajamont et elle ne compte plus aucun éleveur laitier. Mais la femme de Jean-Sylvain mène un projet d'installation agricole et elle réfléchit à remettre des vaches sur l'exploitation.

UNE ORGANISATION À METTRE EN PLACE

« *En fait, nous mettons à disposition de la cuma de Bajamont une de nos*

un partenariat exemplaire



DÉCISIONS EN COMMUN

Les deux cuma ont également une activité fumier, plus ancienne, qui remonte à une quinzaine d'années, depuis l'achat des épandeurs. Entre les responsables des deux structures, il existe des habitudes de travail depuis longtemps. Celles-ci devraient se renforcer à l'avenir. Sur ce secteur, il s'agit des deux principales coopératives d'utilisation de matériels agricoles. «*Nous avons des discours sensiblement proches. De plus en plus, nos activités se croisent. Je pense qu'on ne peut plus réfléchir à une acquisition de nouveaux matériels sans la prise en compte de ce que possède l'autre cuma et sans concertation entre les deux. Nous avons notamment une réflexion à mener sur des semoirs. A terme, pourquoi ne pas envisager une fusion d'ici cinq à dix ans.*» La question mérite d'être posée, estiment Thierry Meillier et Jean-Sylvain Cherblanc. Si les aspects humains ont impulsé cette entraide, aujourd'hui les réalités économiques et les bonnes relations conditionnent la réussite de ce partenariat exemplaire entre les deux coopératives. Les deux cuma ont aussi investi des parts sociales dans l'une et dans l'autre. ■

UN ACCIDENT COMME POINT DE DÉPART

«*Nos deux structures avaient des habitudes en commun sur les travaux de fumier. Notre partenariat a été développé depuis la campagne 2017, depuis que le round baler de la cuma de Bajamont a brûlé, en pleine campagne des foins*» précise Thierry Meillier, à la tête de la cuma de la Croix blanche qui compte 45 adhérents actifs. Le salarié présent a alors tout juste eu le temps de prendre des dispositions pour que les andains ne prennent pas feu et de débrancher tout ce qui était électrique. La même année, dans le courant de l'été, la cuma de Bajamont éprouve des difficultés à terminer les travaux de moisson en raison d'un contexte peu favorable. Elle obtient un solide coup de main de la coopérative de la Croix blanche. «*Dans l'hiver est née la réflexion de faire de l'entraide pour les moissons. Nous sommes tombés d'accord pour mettre en commun les machines. On s'échange les matériels en fonction des chantiers*» précise Jean-Sylvain Cherblanc, à la tête de la cuma de Bajamont depuis trois ans. Cette structure a fait le choix de ne pas renouveler le round baler incendié. Cette option résulte d'une diminution d'activité. «*Elle est devenue insuffisante pour amortir l'acquisition d'une nouvelle machine sur plusieurs années. Ce n'est pas lié à l'indemnisation des assurances qui a été conforme.*» La cuma de la Croix Blanche possède deux presses et avec la baisse d'activité enregistrée depuis deux campagnes, elle met une presse à disposition de la coopérative de Bajamont. «*En échange, nous pouvons utiliser leur tracteur*» ajoute Thierry Meillier. ■



Le chauffeur Mikaël, Thierry Meillier et Jean-Sylvain Cherblanc.

« Comme Eléphant bleu » : une station de lavage pour les pulvés

Une station de lavage fermée sur trois pans, dotée de quatre pistes, dont une pour les enjambeurs : la cuma de Vignonet inaugure une station pour pulvérisateurs et désherbeuses, au sein de l'AOC Saint-Emilion, conçue pour servir le plus longtemps possible.

Par Elise Poudevigne



Au-delà du lavage des pulvérisateurs, l'objectif est bien de récupérer les fonds de cuves. La cuma de Vignonet, qui a voulu régler cette problématique une bonne fois pour toutes, a décidé de se lancer dans la construction d'une aire de lavage, appuyée en cela par la mairie, qui lui a mis à disposition un terrain. « *Autrement, les seuls terrains qui étaient disponibles étaient en zone inondable... ou en AOC Saint-Emilion!* », explique Lauriane Bouladou, qui, en tant que secrétaire de la cuma de Vignonet, a mené le projet. Du coup, seuls les adhérents qui possèdent, soit leur siège, soit des parcelles sur la commune peuvent avoir accès à cet équipement dernier cri.

SEULEMENT POUR LES PULVÉS

L'aire, conçue pour servir aux 38 adhérents (qui regroupent 420 ha), est destinée spécifiquement au lavage des appareils de pulvérisation et des désherbeuses, et pas des machines à vendanger.

« *Nous sommes déjà équipés pour les*

La cuma de Vignonet a inauguré une station de lavage, fermée sur 3 pans, et dotée de 4 pistes... Un peu comme à l'Eléphant bleu!

machines à vendanger à la cuma de Saint-Emilion », explique Lauriane Bouladou. Pas non plus d'aire de remplissage, une demande formulée par quelques viticulteurs bio du secteur au moment de la réflexion du projet: « *Il nous aurait fallu gérer notamment un local phyto* », ouvrant une problématique différente.

En revanche, l'aire, qui sera inaugurée en mars, au moment des premières utilisations, est équipée de cloisons entre les pistes, d'armoires séparées, chacune pourvue d'un Karcher® à eau chaude et de deux cuves de récupération des eaux de lavage et des fonds de cuves de

22 m³ chacune. Une contenance très importante, qui devrait permettre à Vitivista, l'entreprise avec laquelle la cuma a contractualisé le traitement de ces déchets, de ne passer que pour de grandes quantités. Et qui a permis à la cuma, via un appel d'offres, de se voir offrir un tarif attractif pour cette prestation.

ENGAGÉS 40 ANS

L'investissement a coûté 312 000 €, dont 40 % financés par une subvention (Région/Europe) destinée à soutenir les initiatives environnementales. Les parts sociales s'élèvent à 129 €/ha et le fonctionnement à 50 €/ha et par an. Des tarifs qui n'ont pas fait l'objet de réticences. « *Cet équipement arrange tout le monde car il permet à chacun de respecter la réglementation actuelle et anticipe même les possibles évolutions à venir* », souligne Lauriane Bouladou.

La mairie loue le terrain, pour une somme symbolique, à la cuma pour une durée de 40 ans. Les adhérents se sont aussi engagés pour cette durée. L'engagement étant obligatoirement transmissible aux repreneurs. ■

LA CUMA DE VIGNONET

- **Créée en 1984**
- **Président : Bernard Bouladou**
- **De quatre adhérents, elle est passée à 38 aujourd'hui**
- **Matériels de récolte et travail du sol en vignes**
- **Investissement pour la station de lavage : 312 000 € financés à 40 % par des subventions (Région/Europe), 40 % par de l'emprunt et 20 % par les parts sociales ■**

Phytoprotecteurs : trouver l'équilibre

La famille Drapé, à la tête d'une importante exploitation de production de pommes et de kiwis, a investi dans une unité de traitement de l'eau innovante, en cuma. Pour répondre à la problématique de réduction des phytoprotecteurs tout en sauvegardant la production.

Par Claude-Hélène Yvard

Le gouvernement impose la baisse d'utilisation des fongicides, herbicides et autres insecticides. Nicolas et son père Michel Drapé exploitent 70 ha de pommes et 20 ha de kiwis à Sérignac-sur-Garonne. Depuis presque deux ans, ils ont entrepris cette réduction, conscients à terme qu'ils n'ont pas le choix tant la demande sociétale est forte. « Dans notre démarche, il y a trois volets fondamentaux : l'aspect environnemental, l'aspect technique qui consiste à maintenir l'efficacité pour la sécurité des récoltes, et le levier économique probable avec des réductions ciblées sur certains prédateurs. Nous sommes sur deux productions fragiles », expliquent Nicolas et Matthieu Drapé.

Le point de départ de la réflexion de la famille Drapé a été le constat d'inefficacité de certains phytoprotecteurs et, tous les ans, la liste des retraits de produits sur le marché tend à s'allonger. Par le biais de leur société d'irrigation, les exploitants ont fait le choix d'Eqo modul, une machine qui vise à conditionner l'eau selon le profil du produit phytoprotecteur, afin d'utiliser les doses adaptées, d'optimiser l'efficacité des produits, de concilier



Nicolas Drapé dans l'unité de traitement de l'eau Eqo modul, de la cuma de Péjeau.

les performances économiques et écologiques.

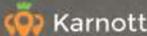
MODIFIER L'EAU POUR RÉDUIRE LES DOSES

« Le système repose sur une innovation mise au point par Alain et Audrey Duran, qui revient à modifier l'eau pour utiliser moins de produits phytoprotecteurs. Nous préparons notre produit phytoprotecteur en le mélangeant avec de l'eau, c'est ce qu'on appelle la bouillie. Mais plus la qualité de l'eau s'éloigne de la qualité du produit phytoprotecteur, plus il y aura de déperdition de matière active. L'opération consiste à filtrer et minéraliser l'eau, changer son PH, sa température, sa conductivité pour que la bouillie, même avec moins de produits phytoprotecteurs, soit au moins aussi efficace », explique Nicolas Drapé. Le coût de la machine revient à 30 000 €, auquel s'ajoute celui de deux cuves de 6 000 litres, en raison de l'infrastructure. L'investissement global avoisine les

60 000 €. Il a été réalisé au sein de la cuma de Péjeau. Une partie des matériels a été subventionné par la Région, le Département et l'Europe. Pour le moment, la famille Drapé n'a pas une récolte complète pour avoir suffisamment de recul. Ce qu'elle a déjà observé : pas de réduction du nombre de passages mais, sur des périodes moins sensibles, une nette réduction des doses de certains produits, notamment les fongicides, une récolte plus propre et plus saine avec un taux de pourrissement quasi nul et une meilleure qualité de fruits. « Nos résultats économiques devraient être meilleurs mais il est trop tôt pour avoir un état des lieux précis. »

La facture annuelle de produits phytoprotecteurs représentait jusqu'alors 200 000 €. « Pour notre récolte de pommes, sur les deux tiers des applications fongicides, nous avons diminué de 20 %. Sur les insecticides et acaricides, j'ai fait des réductions de 20 % sur la moitié de mes cibles. On utilise un régulateur de croissance et on a réalisé encore 30 % de moins sur le régulateur. » A 35 ans, Nicolas Drapé veut anticiper l'avenir et préserver sa santé et celle de ses 30 salariés mais il considère que l'impact environnemental n'a un intérêt que s'il y a des objectifs économiques. ■

« moins d'une campagne de recul, mais des économies probantes sur les phyto et régulateur de croissance »

 Karnott

Et le suivi de vos travaux n'est plus une corvée.

2019 SIMA INNOVATION AWARDS BRONZE



www.karnott.fr

EN VRAI, UN TRACTEUR NE S'ASSURE PAS COMME UNE CHARRUE.

ASSURANCE TITANE PRO



groupama-agri.fr

Groupama Centre-Atlantique

Groupama
CENTRE-ATLANTIQUE

Pour les conditions et les limites des garanties, se reporter au contrat disponible en agence. Groupama Centre-Atlantique - Caisse de Réassurance Mutuelle Agricole 2 avenue de Limoges CS 60001 - 79044 Niort Cedex 9 - 381 043 686 RCS Niort - Émetteur de Certificats Mutualistes Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09

AFOCG33

Association de FORMation Collective à la Gestion

Devenez autonome en comptabilité et gestion
Agriculteurs(trices), nous vous proposons des formations pour :

- Réaliser vous-même votre comptabilité en toute conformité
- Renforcer votre pouvoir de décision
- Bénéficier d'un espace d'échange et retrouver une dynamique

Parc Descartes - Bât A - av. Descartes
33370 Artigues-près-Bordeaux
Tél : 05.56.31.93.10 - www.interafocg.org - afocg33@interafocg.org

J'AI UN TRUC!

GAGNEZ 50€

VOUS AVEZ IMAGINÉ UN ÉQUIPEMENT ASTUCIEUX AMÉLIORÉ UN MATÉRIEL ?

ENVOYEZ-NOUS : TEXTE EXPLICATIF - PHOTOS OU VIDÉO

SI VOTRE ASTUCE EST PUBLIÉE DANS ENTRAID', VOUS RECEVREZ UNE PRIME DE 50 EUROS

PASCAL BORDEAU • ENTRAID'
2133 route de Chauvigny - 86550 Mignaloux - Beauvoir
Tél. 05 49 44 74 92 • Courriel : pbordeau@entraid.com

GUIDE PRATIQUE

Emploi



AU SOMMAIRE
LE PROJET
L'EMBAUCHE
AU QUOTIDIEN
LA CARRIÈRE

BON DE COMMANDE PRIX PUBLIC : 9,90 € TTC FRAIS DE PORT COMPRIS

Nom : Prénom :

Adresse :

Nom de cuma (ou institution) :

Activité principale : SAU de l'exploitation :

Tél : Email : @

Nb d'exemplaires : x 9,90 € TOTAL : €

A retourner à Entraid'
Maison de la Coopération
2 allée Daniel Brisebois
31320 Auzerville-Tolosane

Ce guide est aussi disponible sur la boutique Entraid'
http://boutique.entraid.com/
© 05 62 19 18 88 - Fax 05 62 19 18 87

entraid'

LEXION



Contactez vos succursales en Gironde ou retrouvez-nous en Dordogne et dans le Lot-et-Garonne

CLAAS AQUITAINE

Autres succursales du réseau
CLAAS AQUITAINE :

AILLAS (33) ZA Bois Majous Sud 33124 AILLAS Tél. 05 57 31 10 00	VIGNONET (33) Aux Quatre Chemins 33330 VIGNONET Tél. 05 57 84 53 13	GARDONNE (24) 1184 av. Bordeaux 24680 GARDONNE Tél. 05 53 23 47 00	VERTEILLAC (24) ZA le Pontis 24320 VERTEILLAC Tél. 05 53 90 57 45	CANCON (47) Zone Artisanale 47290 CANCON Tél. 05 53 01 72 70
---	---	--	---	--

TRACTO market Tractomarket.com  Facebook.com/CLAASAquitaine 

Une convention “zéro herbicide” pour les viticulteurs de Gironde

La fédération des cuma de Gironde a signé fin novembre 2018, avec la Chambre départementale d'agriculture et le Conseil départemental, un accord pour accompagner les viticulteurs vers le “zéro herbicide”. Une action novatrice, dans un département où le sujet reste très sensible.

Par Elise Poudevigne
et Marc-Antoine Beauvineau

Les signataires en sont conscients, « pour obtenir des résultats en matière de changements de pratiques vers l'arrêt des herbicides, il faudra du temps et des agriculteurs motivés. »

« En effet, est-il inscrit dans le document, pour les exploitations, cela implique de repenser toute l'organisation de leur exploitation et de leur vignoble. » Un constat largement souligné dans le numéro spécial d'Entraid' Gironde de 2018, notamment dans l'article *Le 'oui mais' du zéro herbicide*, avec le témoignage de la cuma Arnaud Boucher (à lire gratuitement sur entraid.com, rubrique 'Les éditions départementales').

Les cuma ont été identifiées par la Chambre d'agriculture de Gironde et le Conseil départemental comme porteuses de solutions en termes de mécanisation partagée, « pour aider à lever les freins de disponibilité de main d'œuvre et de matériels. »

L'IFT des herbicides en Gironde représente une à deux doses de référence par hectare, sur un total moyen de 12,5. Toutefois, l'exercice demeure nécessaire « en prévision de l'arrêt du glyphosate et potentiellement des défolians en 2021 », précise Marc-Antoine Beauvineau, ancien animateur agro-équipement et inspecteur pulvérisateurs au sein de la fdcuma33.

La Chambre d'agriculture et la fdcuma de Gironde s'engagent donc, à



Les signataires de la convention, de gauche à droite : Bernard Castagnet, vice-président du Conseil départemental, Rolland Grenouilleau, président de la fdcuma, Bernard Artigue, président de la Chambre d'agriculture.

travers la signature de cette convention, à promouvoir le passage au zéro herbicide auprès des viticulteurs girondins par des actions de démonstration de matériel, de formations, d'information et de communication.

MONTÉE EN PUISSANCE

Très concrètement, ils soutiennent et accompagnent aussi les viticulteurs individuellement et les groupes par une collaboration sous forme de :

- réalisation de diagnostics « passage au zéro herbicide » en intégrant les possibilités offertes par la mécanisation partagée, notamment cuma, avec une offre de suivi les trois premières années.
- réalisation par la fdcuma33 de diagnostics de projets d'adhérents de

Le passage progressif au “zéro herbicide” est par exemple un des sujets de discussion pour quelques adhérents de la cuma Arnaud Boucher. Mais il implique de lourds investissements.

cuma et mise en relation avec la Chambre d'agriculture pour tous les aspects d'itinéraires, pratiques, conduite technique et coûts.

- constitution d'un réseau de cuma ouvertes à de nouveaux adhérents, offrant matériels et main-d'œuvre sous forme de service complet.

Marc-Antoine Beauvineau indique que si, pour le moment, ces cuma d'accueil sont au nombre de cinq, ce nombre pourrait grimper à quinze ou vingt d'ici une dizaine d'années en conditions favorables.

Le troisième partenaire, le Conseil départemental, s'engage à soutenir ces actions financièrement auprès des viticulteurs et des cuma, en soutenant les diagnostics et suivis, mais aussi l'acquisition de matériel adaptés et les actions de promotion. ■

Deux fédérations aux

Déjà deux années de travail en commun de deux fédérations, sur nos territoires girondins et lot-et-garonnais. La proximité avec les cuma a été sauvegardée.

Par Max Doux

L'année 2017 a permis la mise en œuvre d'une équipe d'animation commune. 2018 a débuté par un séminaire commun des deux conseils d'administration de nos deux fédérations et permis de définir une « feuille de route commune ». Un comité de pilotage le 19 mars 2018 a précisé le plan d'action. D'avril 2018 à la fin de l'année, trois départs à Bordeaux - deux ●●●



LES ADMINISTRATEURS DE LA FDCUMA DE LOT-ET-GARONNE

Philippe Laveillard

Cédric Beck

Jean-Marc Huguet

Damien Verhoeven

Jérôme Marraud

Bernard Cavallé

Lionel Philip

Alain Sermet

Jérôme Jaumont

Philippe Bournazel

Thierry Meillier

Jean-Louis Bourdens

Marc Chapolard

Joël Soulage

Joël Montagne

Etienne Bourdon

Etienne Bourdon

Pascal Derc

Emmanuel Carles

moyens regroupés



●●● comptables et un animateur nous ont compliqués la tâche. Un poste d'animation-coordination est à pourvoir début 2019.

DES SERVICES CLÉS EN MAIN

Malgré ces bouleversements, les objectifs sont maintenus : plus de présence dans nos cuma, une montée en puissance du soutien administratif, le déploiement d'une méthode d'animation permettant la réactivité des adhérents de cuma, via le DiNA, ainsi que le développement de l'offre de formation pour faciliter la prise de responsabilités dans nos structures collectives, et la restructuration de notre réseau par le développement de l'emploi et des services « clés en main ». ■

LES ADMINISTRATEURS DE LA FDCUMA DE GIRONDE

Francis Augeau

Sylvie Berrouet

Mathieu Mercadier

Cornélis Dupuis

Patrick Friot

Christian Sabate

Rolland Grenouilleau

Yohann Sorbier

Benôit Touchais

Yvan Kacki

Guillaume Duleau

Serge Lacoste

L'ÉQUIPE COMMUNE AU SERVICE DES CUMA

- **Direction:** Max Doux.
- **Assistance de direction et animation, secrétariat, accueil:** Myriam Amadéi.
- **Animation:** Cécile Limbert, Gabrielle Pellegrini. Un animateur-coordonnateur est aussi en cours de recrutement.
- **Appui administratif aux cuma:** Emilie Beulaguet.
- **Comptabilité (AGC des cuma d'Aquitaine):** Anne-Marie Labro, Christelle Maynard, Corinne Godonou, Emmanuel Ndembet.



Max Doux,
Myriam Amadéi,
Cécile Limbert,
Gabrielle Pellegrini,
Emilie Beulaguet.



Anne-Marie Labro,
Christelle Maynard,
Corinne Godonou,
Emmanuel Ndembet.

CLÉ-MAT

LA SOLUTION
DE FINANCEMENT

AVEC
les vitis

**Besoin de matériel agricole
neuf ou d'occasion ?**

Avec Clé-Mat c'est simple, rapide et sans apport.
Le concessionnaire ou votre vendeur
de matériel agricole effectue pour vous
toutes les démarches*.

**Crédit Mutuel
du Sud-Ouest**

Construire chaque jour
la banque qui va avec la vie.



cmso.com

* Il transmet les éléments de votre dossier au Crédit Mutuel du Sud-Ouest prêteur. Offre soumise à l'acceptation de la caisse. Crédit Mutuel du Sud-Ouest - société coopérative de crédit à capital variable et de courtage d'assurances - 14 avenue Antoine Becquerel, 33600 Pessac. SIREN 691 820 385 - RCS Bordeaux. 01/2019.